UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

REMTP
LES RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS
6ÈME ÉDITION

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

OBLIGATIONS THÉMATIQUES: QUEL POTENTIEL POUR LES ETATS DANS LA ZONE UEMOA

Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP 2024)

Par Ismaël Moussa YAMKALLA MAMA
Chef du Département de la Stratégie et de l'Analyse de Marché
Caisse Autonome de Gestion de la Dette

Janvier 2024

SOMMAIRE

I. BREF APERÇU DU BÉNIN

II. SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

III. OBLIGATIONS THÉMATIQUES : QUEL POTENTIEL POUR LES ETATS DANS LA ZONE UEMOA

IV. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME 2024-2026

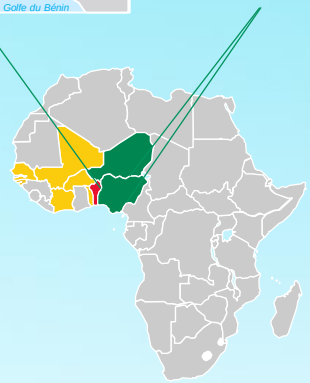
V. ORIENTATION DE LA STRATÉGIE D'ENDETTEMENT À MOYEN TERME

I. BREF APERÇU DU BÉNIN

Population	• 13,35 milions (2022) World Population Prospects 2022, Nations Unies
Croissance de la population	• 2,7% en 2022 avec une moyenne annuelle de 2,9% entre 2013 et 2022 (Banque Mondiale)
Superficie	• 114.763 km^2
Principale produit d'exportation en 2022	• Coton (64,6%)
PIB Nominal	• 10 854,5 milliards de Francs CFA (2022)
Niveau de développement	• PIB par habitant 1 302,9 USD (2022) • IDH 2021: 0,525 (166e mondial, 30ème de l'Afrique, 3ème de l'UEMOA) • Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
Croissance du PIB réel	• 6,3% (2022) et projeté à 6,1% pour 2023
Inflation	• 1,4% (2022)
Notation de crédit souverain sollicitées	• Fitch (B+, perspective positive-2023); S&P (B+, perspective stable-2023); MOODY'S (B1, perspective stable-2023); Bloomfield (A, Perspective Stable -2023); CGR Rating (A-, perspective stable-2023)
Qualité des institutions politiques	• CPIA 2022 : 3,8 (1er dans l'UEMOA et 3ème en Afrique.) • Indice Mo Ibr 2022 : (14e en Afrique, 2e UEMOA) • Transparency Inter 2022 : (72e mondial, 1er UEMOA) • GETI (8ième Mondial et 1er Afrique)
Facilité à faire des affaires	• DB 2020 (149e mondial, 6e UEMOA)

Source: Gouvernement du Bénin

Véritable porte d'entrée vers les pays de l'hinterland et le grand marché voisin que constituent le Nigéria

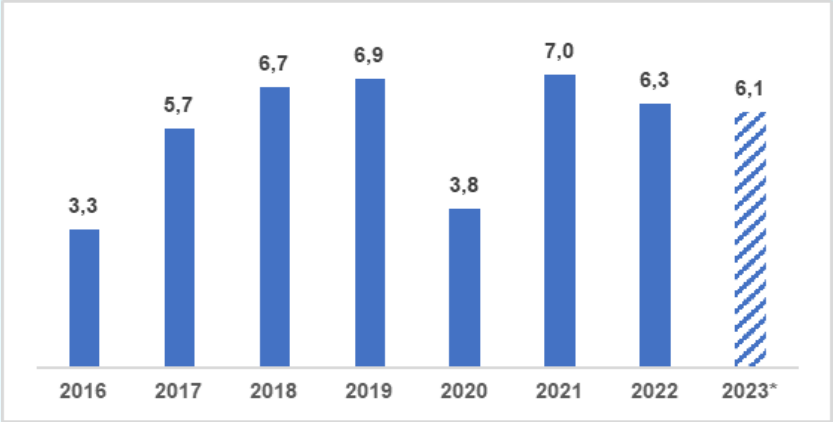


Quelques distinctions

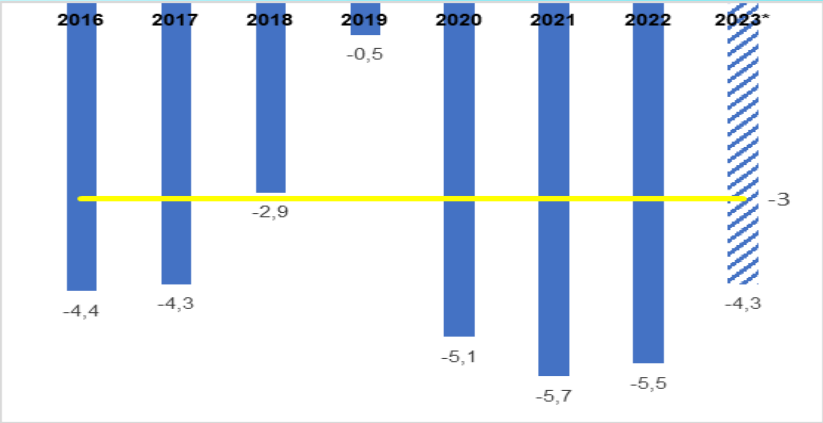
Quelques distinctions internationales obtenues	• Distinction aux Bonds, Loans & Sukuk Africa 2022 Awards (2022) • Prix de la meilleure opération financière de l'année 2022 «Deal of the year» dans la catégorie «Finance durable - Afrique» (2022) • "5 Meilleurs Ministres des finances" en 2021. • 3e prix "Émetteur africain le plus impressionnant" Global Capital (2021) • 3e prix "Responsable du financement africain le plus impressionnant" Global Capital (2021) • "Ministre des finances de l'année" Financial Afrik (2020)

II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE : FOCUS SUR 2023

Evolution du taux de croissance économique (%)

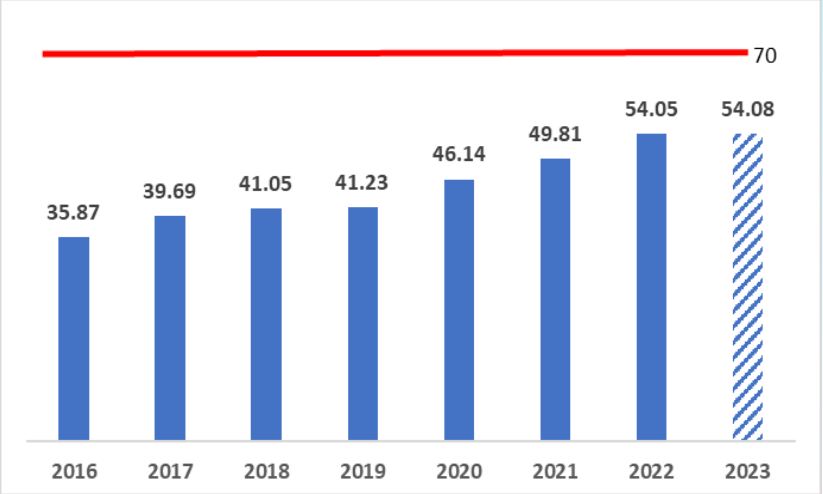


Evolution du déficit budgétaire (%)



Evolution du taux d'inflation(%)

Evolution du taux d'endettement (%)



Commentaires **:**

- L'activité économique s'est déroulée au cours de l'année 2023 dans un contexte marqué principalement par: (i) le renforcement du tissu industriel à travers la poursuite de l'installation de grandes unités industrielles dans la GDIZ et autres zones industrielles; et (ii) l'ouverture des grands chantiers de construction des infrastructures socio-économiques inscrits au PAG 2021-2026. Le taux de croissance économique devrait ressortir à 6,1% en 2023.
- L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques est globalement positive en 2023: (i) le déficit budgétaire est estimé à 4,3% du PIB en 2023 contre 5,5% en 2022. La politique budgétaire a été orientée de manière spécifique sur la poursuite des actions de relance et de transformation de l'économie post crise sanitaire induite par la Covid-19 ; (ii) les pressions inflationnistes se sont atténuées, grâce à la mise en œuvre par le Gouvernement des actions de décélération des prix des denrées alimentaires et des importations. L'inflation en glissement annuel atteindrait 2,9 % à la fin de l'année 2023.
- Le taux d'endettement devrait s'établir à 54,08%, en dessous de la limite communautaire de 70%,

Source: DPBEP/Bénin

III. OBLIGATIONS THEMATIQUES (OT) : QUEL POTENTIEL POUR LES ETATS DE LA ZONE UEMOA (1/3)

- La forte croissance enregistrée au cours de la dernière décennie a aidé le Bénin à réduire la pauvreté.
- Mais des défis persistent notamment dans le renforcement du capital humain et les infrastructures.
- Nécessité de recourir à des solutions innovantes de financement pour l'atteinte des ODD.

SUR LE MARCHÉ FINANCIER INTERNATIONAL :

- En juillet 2021, le Bénin a émis sa première euro-obligation durable avec une échéance finale de 14 ans et un montant principal de 500 millions d'euros. Le produit de cette émission est exclusivement dédié au financement de divers projets sociaux et environnementaux prévus dans les budgets annuels de l'Etat, qui contribuent à l'engagement du Bénin à atteindre les objectifs énoncés dans les ODD.

III. OBLIGATIONS THEMATIQUES (OT) : QUEL POTENTIEL POUR LES ETATS DE LA ZONE UEMOA (2/3)

- En mai 2023, le Bénin a mobilisé un montant de 350 millions d'Euros auprès d'une banque commerciale internationale pour le financement de projets contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce financement innovant, de maturité 12 ans et d'un taux de sortie de 5,87%, a bénéficié d'un rehaussement de crédit par un mécanisme de garantie partielle de crédit du Fonds Africain de Développement et une assurance de seconde perte de ATI-ACA.

- En décembre 2023, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de deux ans au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FSR), d'un montant de 148,56 millions de DTS (environ 200 millions de dollars, soit 120 % de la quote-part du Bénin), avec des décaissements prévus après l'achèvement de la première revue.

III. OBLIGATIONS THEMATIQUES (OT) : QUEL POTENTIEL POUR LES ETATS DE LA ZONE UEMOA (2/3)

SUR LE MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL :

- Le Bénin comme les autres pays membres devrait privilégier la mobilisation de ressources sur le marché financier régional de l'UEMOA,.
- Mais, la Banque Mondiale dans son rapport de 2023 sur le développement et le changement climatique (RDCC) au Bénin a fait des constats sur le financement vert en particulier au niveau de l'UEMOA.
- Le marché financier régional ne dispose pas de la masse critique, de la participation (émetteurs, investisseurs, etc.) et de la diversité des produits nécessaires.
- Les autorités de l'UEMOA (le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marches Financiers, CREPMF) ont reconnu cette lacune et ont adopté un guide pour l'émission d'obligations vertes, sociales et durables sur le marché financier régional en mars 2020.
- En plus de ce guide, les autorités étudient des mesures visant à éliminer les goulets d'étranglement réglementaires existants.

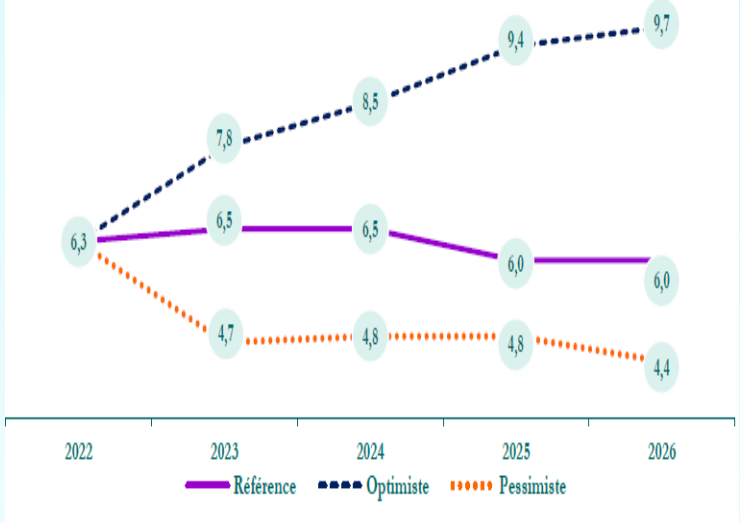
III. OBLIGATIONS THEMATIQUES (OT) : QUEL POTENTIEL POUR LES ETATS DE LA ZONE UEMOA (3/3)

C’est pourquoi, il est nécessaire que les entités responsables de la supervision des marchés de capitaux dans l'UEMOA explorent le potentiel des OT suivantes :

- **Obligations vertes :** Ces obligations sont émises pour financer des projets écologiques à fort impact sur l’environnement (les énergies renouvelables, la réduction des émissions de carbone, la gestion durable de l'eau, la protection de la biodiversité).
- **Obligations sociales :** Elles permettent de financer des projets qui ont un impact social positif (amélioration des conditions de vie des populations vulnérables). Cela peut inclure des investissements dans des infrastructures sociales, des programmes d'éducation et de formation, des initiatives de santé publique, des logements abordables.
- **Obligations à impact** : Ces obligations sont émises pour financer des projets qui ont un impact mesurable sur des enjeux spécifiques. Par exemple, elles peuvent être utilisées pour soutenir des initiatives visant à réduire la pauvreté, à améliorer l'accès à l'éducation, à promouvoir l'égalité des genres.
- **Obligations souveraines durables** : Elles sont émises par des gouvernements pour financer des projets durables. Elles combinent des aspects sociaux et environnementaux et peuvent être utilisées pour financer des initiatives telles que l'amélioration des infrastructures publiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la promotion des énergies propres.

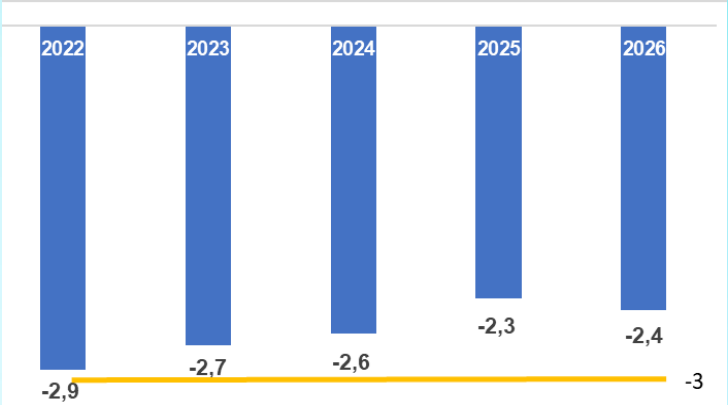
IV. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME (2024-2026)

Evolution du taux de croissance économique (%)

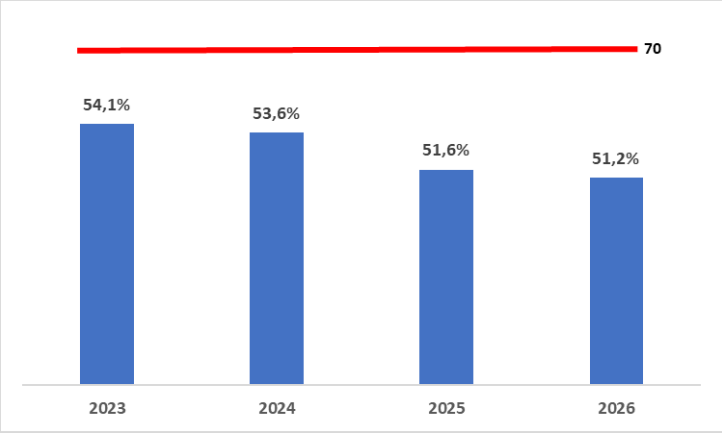


	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Coût du programme	843	1 287	1 638	2 063	2 725	3 455	12 011
PUBLIC	843	825	847	891	1 043	1 316	5 765
Contribution nationale	542	530	552	595	748	1 021	3 987
Dons et prêts	301	295	295	296	295	295	1 778
PPP	0	462	791	1 172	1 682	2 139	6 246

Evolution du déficit budgétaire (%)



Evolution du taux d'endettement (%)



Commentaires **:**

- La croissance économique devrait rester forte sur le moyen terme et s'afficherait autour de 6 % sur la période 2024-2026. Elle tient compte de la résilience développée par l'économie béninoise ces dernières années et les investissements massifs qui y sont mis en œuvre. Cependant une aggravation des tensions géopolitiques marquée notamment par la crise politique au Niger et une escalade de la guerre en Ukraine rendrait les conditions financières peu avantageuses et peu propices à la célérité adéquate des grands chantiers de l'État. Cela pourrait impacter négativement le niveau de croissance économique attendu sur le moyen terme.
- C'est pourquoi, la stratégie de renforcement de la résilience du Bénin face aux chocs en provenance des pays de la sous région, et plus généralement les chocs exogènes, sera poursuivie à travers le PAG 2021-2026 par l'accélération de la transformation structurelle de l'économie béninoise. A cet effet, l'État mettra spécifiquement l'accent sur : i) le renforcement de la diversification de l'économie ; ii) l'amélioration de l'attractivité de l'économie ; iii) la promotion du capital humain et iv) la promotion de l'intégration régionale, à travers notamment le développement des chaînes de valeur régionales.

Source: DPBEP/Bénin

V. ORIENTATIONS DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT A MOYEN TERME

Sur le moyen terme, le Bénin entend poursuivre une politique d'endettement soutenable dans le cadre de son programme global de gestion des finances publiques afin de faciliter la mise en œuvre du PAG et d'accélérer le rythme de la croissance économique. L'objectif de la stratégie de gestion de la dette publique du Gouvernement est de garantir que :

- les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement soient satisfaits au coût le plus bas possible à moyen et long terme ;
- le risque associé au portefeuille de la dette publique est maintenu à un niveau prudent ;
- les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette restent inférieurs aux seuils du FMI et de l'UEMOA ;
- le développement des marchés de titres publics est favorisé.

REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

6ÈME ÉDITION

MERCI

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
Tél: 21 30 19 37 - Fax: 21 30 07 58
BP: 40 Cotonou - Route de l'aéroport
www.tresorbenin.bj

PLAN DE FINANCEMENT DU BENIN, GESTION 2024

Par Clément AZIAGNIKOUDA

***Directeur des Affaires Monétaires
et Financières***

Janvier 2024

SOMMAIRE

I. Cadre d’appui à la construction de la loi de finances

II. Orientations de la politique budgétaire pour l’année 2024

III. Prévisions de ressources et de dépenses

IV. Calendrier d’émission de titres publics, gestion 2024

I. CADRE D'APPUI A LA CONSTRUCTION DE LA LOI DE FINANCES 2024

ELEMENTS D'APPUI A LA LOI DE FINANCES 2024

1. Loi Organique relative aux lois de finances
2. Plan National de Développement 2018 - 2025
3. Programme d'Actions du Gouvernement 2021 - 2026
4. Engagements économiques et financiers auprès du FMI et d'autres partenaires

II. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE POUR l'ANNEE 2024

Le budget général de l'Etat pour la gestion 2024 est équilibré en emplois et en ressources pour un montant de 3 199,27 milliards FCFA. Cela correspond à un accroissement de 5,47 % par rapport à la loi de finances, gestion 2023.

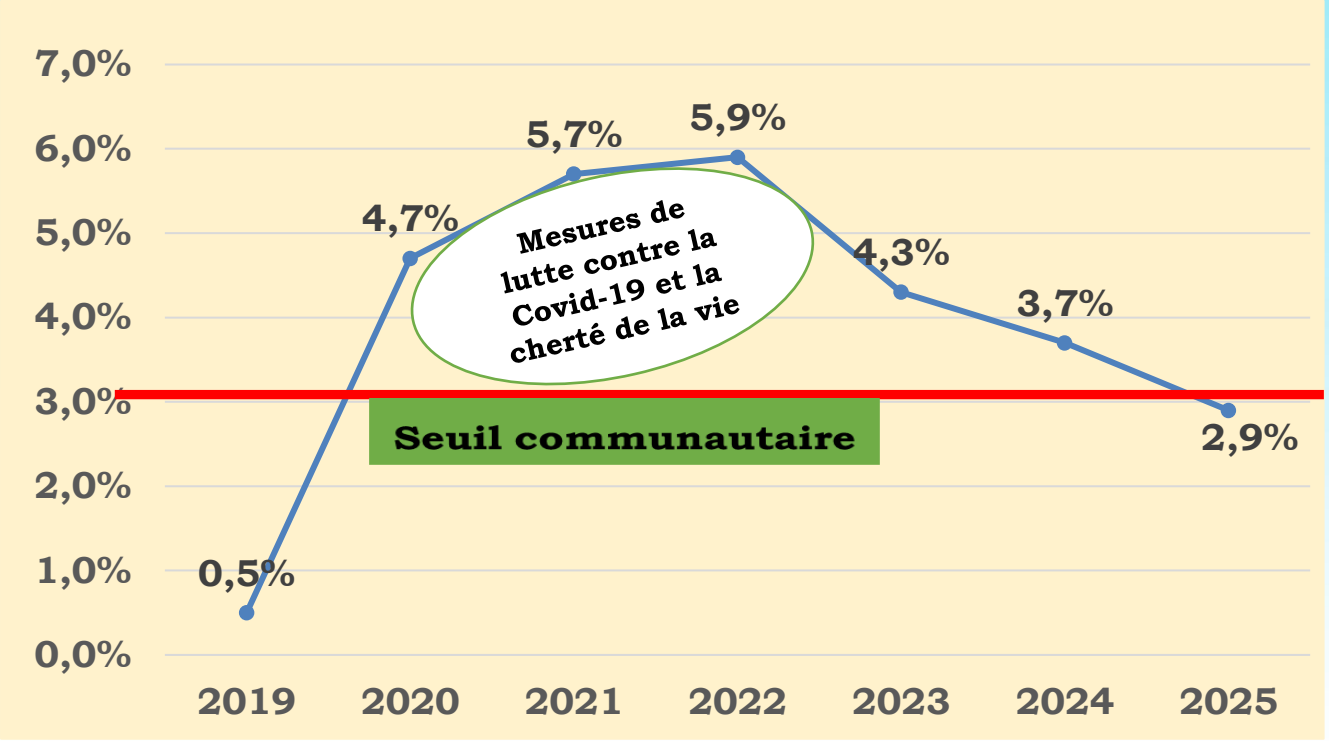
II. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE POUR l'ANNEE 2024

POURSUITE DU RETOUR À UNE CONSOLIDATION BUDGETAIRE

Au titre de l'exercice 2024, la loi de finances présente un niveau de déficit prévisionnel stabilisé à 3,7 % contre 4,3% attendu à fin 2023 (hors Appuis complémentaires des PTFs). Ce déficit est projeté à 2,9% en 2025 pour un retour à la zone cible en dessous du seuil communautaire.

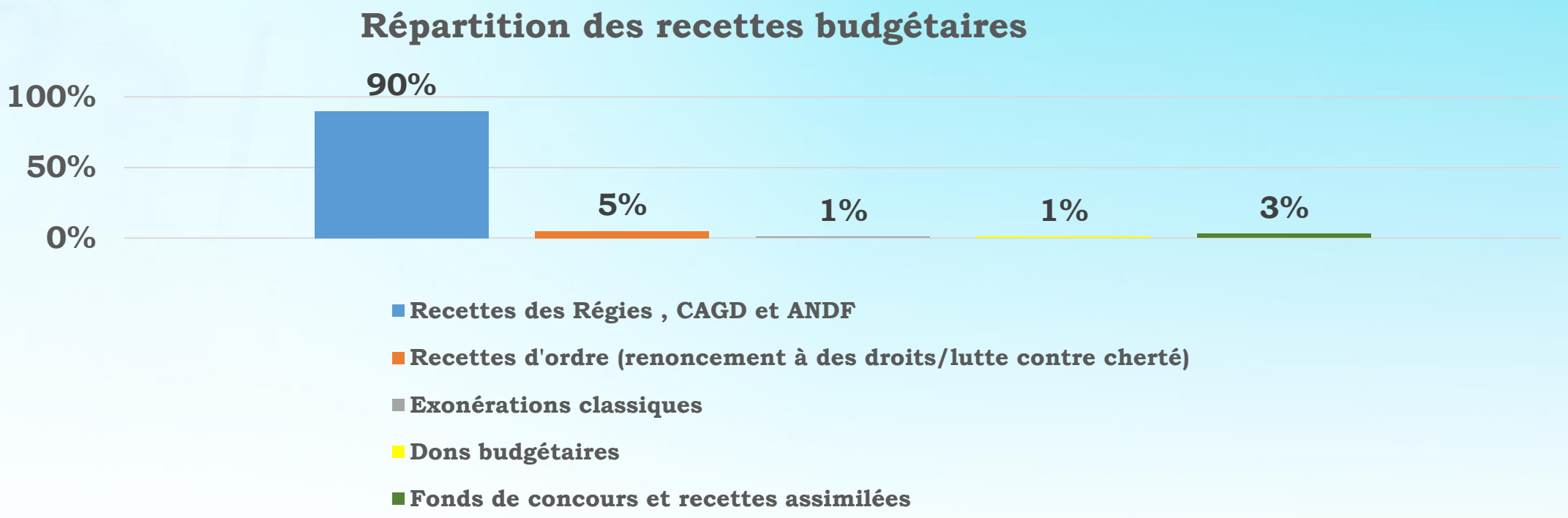
Cela illustre la volonté du Gouvernement d'adopter une approche prudente de gestion du déficit en dépit de la pression qu'exercent les dépenses liées à la riposte face aux différentes crises.

Evolution du solde budgétaire (2019-2025)



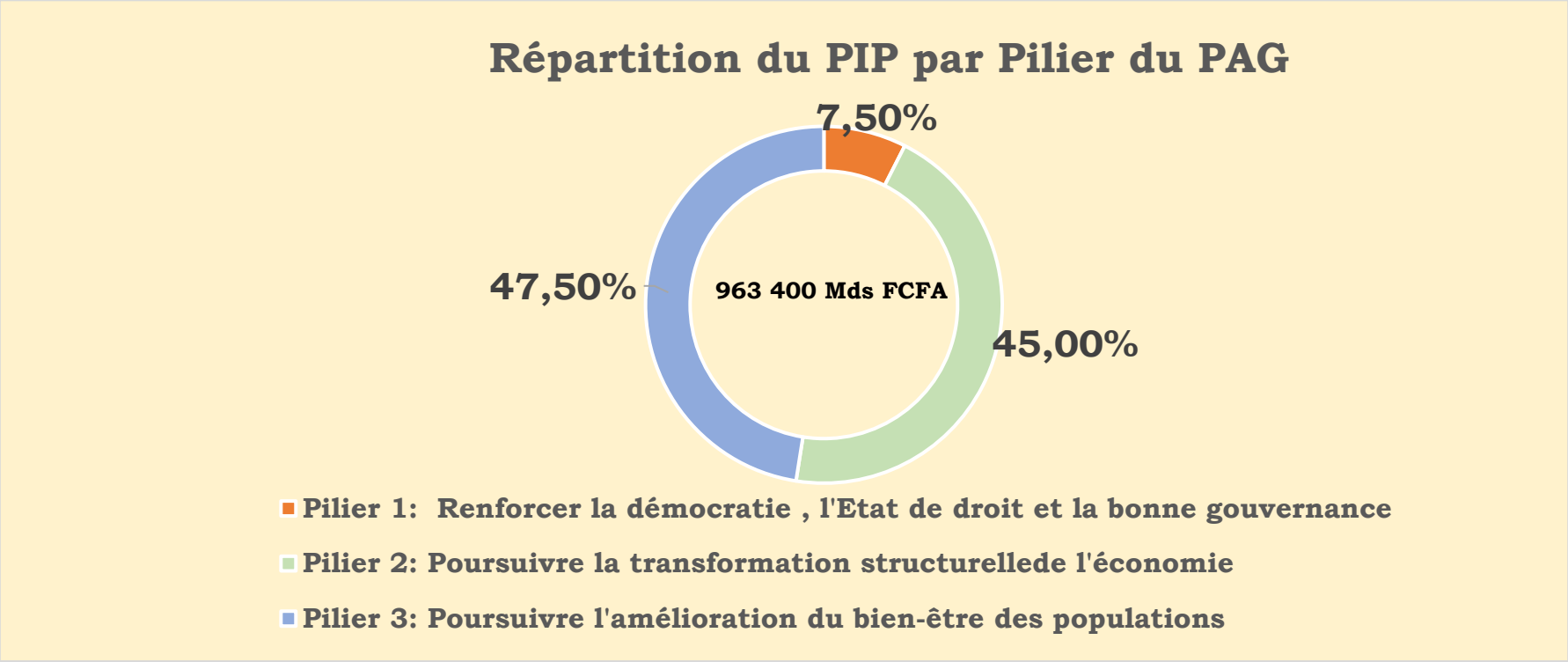
III. PREVISIONS DE RESSOURCES ET DE DEPENSES

En 2024, la mobilisation des ressources budgétaires évaluées à 1 994,22 milliards FCFA est répartie ainsi qu'il suit :



III. PREVISIONS DE RESSOURCES ET DE DEPENSES

En dehors des dépenses de personnel, des charges financières de la dette et des autres natures de dépenses, les dépenses du Programme d'Investissement public (PIP) représentent 39,67% des dépenses budgétaires de 2024, soit 963 400 milliards FCFA. Elles sont réparties par piliers du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) ainsi qu'il suit :



III. PREVISIONS DE RESSOURCES ET DE DEPENSES

Ces prévisions de ressources et de dépenses dégagent un besoin de financement global de 1 123,27 milliards FCFA couvert selon la répartition suivante :

- **émissions de bons et obligations du Trésor:** **552,84 milliards FCFA**;
- autres ressources intérieures : **162,21 milliards** FCFA.
- ressources extérieures : **408,22 milliards** FCFA;

Ainsi, le Trésor public du Bénin aura à mobiliser **552,84 milliards** FCFA par l'émission de bons et obligations du Trésor sur les marchés financiers. Ce montant est en baisse de **10,44%** par rapport à l'année dernière en lien avec la poursuite de la consolidation budgétaire.

En plus de ce montant, des émissions infra-annuelles de **50 milliards** FCFA seront effectuées par le Bénin dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

Les ressources à mobiliser ont fait l'objet d'un calendrier d'émission élaboré sur la base de la stratégie d'endettement 2024 et du plan de trésorerie prévisionnel de l'Etat, gestion 2024.

Le Par trimestre, ce calendrier se décline en grandes lignes comme suit :

IV. CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS, GESTION 2024

SYNTHESE DU CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS PAR TRIMESTRE, GESTION 2024

Période d'émission	Bons	Obligations	TOTAL
1er trimestre	90 000 000 000	85 000 000 000	**175 000 000 000**
2ème trimestre	0	217 841 000 000	**217 841 000 000**
3ème trimestre	0	100 000 000 000	**100 000 000 000**
4ème trimestre	10 000 000 000	100 000 000 000	**110 000 000 000**
TOTAL	**100 000 000 000**	**502 841 000 000**	**602 841 000 000**

IV. CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS, GESTION 2024 CALENDRIER ANNUEL DETAILLE (1er TRIMESTRE)

Mois	Date	Instrument	Maturités	Montant émission
Janvier	18	BAT	6 mois	35 000 000 000
		BAT	12 mois	
		OAT	3 ans	
Février	8	BAT	3 mois	40 000 000 000
		BAT	12 mois	
		OAT	3 ans	
	22	BAT	6 mois	30 000 000 000
		BAT	12 mois	
		OAT	3 ans	
Mars	14	BAT	12 mois	30 000 000 000
		OAT	3 ans	
		OAT	5 ans	
	28	BAT	12 mois	40 000 000 000
		OAT	3 ans	
		OAT	5 ans	
TOTAL 1er Trimestre 2024				175 000 000 000

IV. CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS, GESTION 2024 CALENDRIER ANNUEL DETAILLE (2e TRIMESTRE)

Mois	Date	Instrument	Maturités	Montant émission
Avril	25	OAT	3 ans	**30 000 000 000**
		OAT	5 ans	
		OAT	7 ans	
Mai	**16**	**Syndication**	7 ans	**127 841 000 000**
			10 ans	
Juin	13	OAT	3 ans	**30 000 000 000**
		OAT	5 ans	
	27	OAT	3 ans	**30 000 000 000**
		OAT	5 ans	
TOTAL 2ème Trimestre 2024				**217 841 000 000**

IV. CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS, GESTION 2024 CALENDRIER ANNUEL DETAILLE (3e TRIMESTRE)

Mois	Date	Instrument	Maturités	Montant émission
Août	24	OAT	3 ans	**20 000 000 000**
		OAT	5 ans	
Septembre	**12**	**Adjudication ciblée**	3 ans	**80 000 000 000**
			5 ans	
			7 ans	
TOTAL 3ème Trimestre 2024				**100 000 000 000**

IV. CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS, GESTION 2024 CALENDRIER ANNUEL DETAILLE (4e TRIMESTRE)

Mois	Date	Instrument	Maturités	Montant émission
Octobre	24	OAT	3 ans	**25 000 000 000**
		OAT	5 ans	
Novembre	7	**BAT**	**12 mois**	**45 000 000 000**
		OAT	5 ans	
		OAT	7 ans	
Décembre	5	OAT	3 ans	**40 000 000 000**
		OAT	5 ans	
		OAT	7 ans	
TOTAL 4ème Trimestre 2024				**110 000 000 000**

IV. CALENDRIER D'EMISSION DE TITRES PUBLICS, GESTION 2023 (SYNTHESE)

Total général des fonds à lever en 2024	**602 841 000 000**	
Total financement du Budget, Gestion 2024	**552 841 000 000**	
Total des émissions infra annuelles	**50 000 000 000**	
REPARTITION DU TOTAL FINANCEMENT DU BUDGET PAR INSTRUMENT	**Montant**	**Proportion**
TOTAL BONS DU TRESOR	**50 000 000 000**	**9,04%**
TOTAL OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRESOR	**375 000 000 000**	**67,83%**
TOTAL SYNDICATION	**127 841 000 000**	**23,12%**

REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

6ÈME ÉDITION

MERCI